

Tunisie : Le Front populaire face aux périls

lundi 8 juillet 2013, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2013).

La situation en Tunisie ne cesse de se dégrader. Comme l'a précisé au NPA Zied Lakhdhar, le successeur de Chokri Belaïd à la tête du PPDU, *« plusieurs passages du projet de Constitution peuvent servir au retour à une dictature sous forme religieuse. Economiquement et socialement, la situation est insoutenable : tous les indicateurs sont au rouge, le chômage augmente, le pouvoir d'achat se détériore de plus en plus. Le gouvernement s'attaque aux libertés individuelles et publiques, et notamment les droits syndicaux, entrave l'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd, refuse de dissoudre les Ligues de protection de la révolution. La situation empire encore davantage avec l'avènement du terrorisme dans l'intérieur de la Tunisie. Il existe de réels dangers que le pays bascule dans une sorte de guerre civile où les islamistes auront la mainmise sur la situation »*.

Face à cela, le Front populaire, qui est la troisième force politique du pays, ne peut pas se contenter de dire « nous sommes contre ceci, ou contre cela, sans faire de propositions à la population et de se retrouver isolé », explique Nizar Amami de la LGO.

Le Front a donc proposé début juin un « programme d'urgence de salut » soumis à toutes les forces politiques et associatives démocratiques. Celui-ci repose sur quatre points :

- *La lutte contre la violence et le terrorisme ;

- * L'adoption rapide d'une Constitution démocratique et la fixation d'une date pour des élections libres et transparentes ;

- * Des mesures urgentes contre le chômage, la marginalisation des régions, la cherté de la vie et la dégradation de l'environnement ;

- La fin de la dilapidation des richesses du pays : refus d'une nouvelle législation permettant la cession des terres agricoles aux investisseurs étrangers, refus du programme d'austérité du FMI et des privatisations qu'il comporte.

Comme cela avait déjà été le cas le jour de l'assassinat de Chokri Belaïd, le parti Nidaa Tunes dans lequel se sont recyclés certains membres de l'ancien régime, est venu le 21 juin à la réunion proposée par le Front populaire pour débattre de ses propositions.

Tous les partis présents ont déclaré être d'accord avec les quatre points proposés par le Front et vouloir agir ensemble dessus.

Reste à savoir comment certains d'entre eux donneront réellement suite à cet engagement, à commencer par Nidaa Tunes, qui affiche habituellement son accord avec la politique du FMI !

Face aux réactions que suscite une orientation dans laquelle le Front populaire cotoye, des néo-libéraux et des rescapés de l'ancien régime, les représentants du Front ont réaffirmé qu'il ne s'agissait en rien de la préfiguration d'un front électoral.

« Une coalition électorale se constitue en effet sur un programme politique, économique et social. Et ce n'est pas la base sur laquelle a été constituée cette initiative qui est seulement une riposte à l'urgence de la situation. Il s'agit d'empêcher que la situation en Tunisie ne dérive dans des zones dangereuses ». (Zied Lakhdhar).

« Notre but est de sceller un accord politique avec les partis et forces civiles qui le souhaitent, l'enjeu est d'agir sur le terrain à travers des actions communes afin de sauver le pays de la crise et de la déprime qui le rongent. D'ailleurs, le Front populaire propose un rassemblement, le 1^{er} juillet devant l'Assemblée nationale constituante, afin de faire pression pour faire passer une Constitution démocratique qui reflète toutes les composantes politiques de la Tunisie et non pas une seule, celle

d'Ennahdha ». (Hamma Hammami).

Dominique Lerouge

P.-S.

Article paru dans *TEAN hebdo*.

NB : Pour en savoir plus, lire différentes déclarations du Front populaire à ce sujet sur le site Europe Solidaires sans frontières. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29050>